



Refusons la marche à la guerre aussi dans la recherche !

Un budget pour la recherche publique toujours plus austéritaire

Le budget voté par l'Assemblée nationale en décembre puis adopté par 49.3 en janvier, est sans appel : tous les pôles de dépenses sont gelés ou tranchés, dont la Sécurité sociale qui voit le pire recul sur les principes de solidarité depuis 1945. Cette austérité se fait au profit d'un seul pôle : les dépenses militaires progressent de 6,7 milliards (environ 1,9 % du budget de l'état), ce qui constitue 3,5 milliards de plus que ce que prévoyait la loi de programmation militaire de 2024. Ce choix de la classe politique du PS au RN, ne peut qu'accélérer la progression de la pauvreté et la violence à l'encontre des travailleur-euses.

La logique militaire et la violence qu'elle impose s'appliquent également à la recherche publique. Le CNRS voit sa dotation déficitaire reconduite comme en 2025 : en prenant en compte les dépenses obligatoires non budgétées, c'est l'ensemble de la trésorerie restante du CNRS et des organismes nationaux de recherche qui a vocation à disparaître. Les coupes historiques sont annoncées au compte-goutte aux unités qui doivent faire face à des dépenses urgentes.

Les appels à projets deviennent la source principale de financement sur laquelle les directions d'unité peuvent espérer sauver l'assiette financière des unités. Il n'y a plus le choix, tous les moyens sont bons pour solliciter / forcer les chercheur-euses à candidater et le nombre de dossier explose. On en vient à des aberrations de fonction : on ne candidate pas en vue d'un nouveau projet scientifique, mais pour sauver l'emploi d'un personnel technique ou gestionnaire, ou même pour payer les plaques de placo pour faire face au bâti délabré...

Dans ce contexte, l'augmentation de 25 % du budget de « prospective de la défense » pour atteindre 2,75 milliards (environ 2 fois le budget de l'ANR) est de mauvais augure pour la recherche. Si les demandes ANR sont bouchées, alors on peut toujours faire appel l'Agence Innovation Défense (AID) et à son programme ASTRID de recherche « duale », c'est-à-dire civile et militaire. C'est très simple, il suffit d'accepter de rendre compte au ministère de la défense plutôt qu'aux chercheur-euses pour avoir les moyens de faire encore notre travail.

Refuser la recherche « duale » c'est s'opposer à la logique de guerre

Le programme ASTRID existe depuis plusieurs années et nous n'appelons pas à pointer du doigt les collègues dont une part des activités dépend par nature des financements de la défense (spatial, radars, cryptographie). En revanche, c'est l'opération de généralisation de ce mode de financement qui doit interroger de manière urgente les travailleur-euses de la recherche. Les chercheur-euses sont ainsi incités à se rapprocher des bureaux de préparation d'appel à projet pour « chercher les possibilités de candidater à des appels de recherche duale ».

Les hauts cadres de la recherche se font ainsi le relai de l'opération idéologique et financière massive du capital. Il y a un décalage criant entre les moyens mis à disposition de l'armée et ceux mis à disposition de la réponse aux besoins du plus grand nombre. L'AMIAD (agence pour l'IA de la défense), créée en 2024 démarrait avec la bagatelle de 300 millions d'euros par an (environ 500 agent-es CNRS) et verra certainement son budget doublé en 2026. Une large part de cette gabegie est à destination d'un « éco-système de start-up de la défense ». Comment prétendre que cet argent servira les intérêts des travailleur-euses, quand on voit le nombre de chercheur-euses, de professeur-es ou de soignant-es s'effondrer.

Cette opération touche tous les secteurs, et la situation dans la recherche ne peut se détacher de l'évolution de l'industrie. On décline à toutes les échelles la logique : « Tu es au chômage, rentre dans le rang ! Ton entreprise va fermer, accepte la reconversion en industrie de mort ! Tu ne trouves pas de poste au CNRS, va bosser pour une start-up de la défense. »

Organisons nous collectivement pour refuser cet engrenage

Dans ce contexte, nous appelons celles et ceux qui espèrent que les financements « duaux » sauveront leur labo ou unité de recherche à y réfléchir à deux fois. Certains diront : « on retire de l'argent à l'armée pour le bénéfice de la recherche ! » ou « les militaires auront de toute façon du mal à évaluer les recherches. » Si ce genre de raisonnement était vrai il y a 30 ans, ce n'est plus le cas dans le contexte actuel de rationalisation de la dépense militaire. Au côté d'ASTRID est né « ASTRID maturation » dont la vocation est de concrétiser les projets financés par le premier outil. Les chercheur-euses ne pourront pas espérer voir leurs projets échapper à l'évaluation au motif des critères militaires. La vague de mutation industrielle est trop profonde et massive pour que la recherche puisse espérer tirer son épingle du jeu. Seule une opposition claire et solidaire de l'ensemble des travailleur-euses peut enrayer la machine de guerre.

La CGT milite pour la paix et le désarmement.

Nous exigeons l'abrogation de la loi de programmation militaire, outil belliciste et anti-social contre les travailleur.euses.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, nous demandons également la fin des ZRR (Zones à Régime Restrictif), autre outil de militarisation qui entrave gravement notre activité, sauf dans les cas exceptionnels d'une activité de recherche en lien direct avec une activité militaire sensible.